

L'EXEMPLE DE L'ANGLETERRE...

Le maintien de l'ordre et la stabilité des gouvernements sont-ils incompatibles avec les agitations de la liberté?

Beaucoup de gens en France seraient assez disposés à le croire. Mais il était réservé à l'Angleterre de nous donner une fois de plus une démonstration éclatante de cette grande vérité - affirmée de tout temps par les hommes d'État de ce pays, - que le droit de réunion et la liberté de la presse sont, en même temps que les garanties les plus efficaces des droits du peuple, - les meilleures soupapes de sûreté pour les gouvernements.

À la suite des scènes tumultueuses d'Hyde-Park et de la grande défaite, subie par la police et le ministre qui avaient voulu s'opposer aux manifestations populaires, - l'agitation réformiste a pris des proportions de plus en plus considérables, et qui sont de nature à bien faire sentir aux conservateurs la faute qu'ils ont commise en repoussant un *bill* (*) modéré. Le peuple ne s'arrêtera plus qu'il n'ait obtenu une satisfaction radicale.

Un grand meeting a eu lieu le 28 août à Birmingham, auquel assistait M. Bright, le représentant de la cité, le chef du parti radical.

M. Bright a flétri en termes éloquentes la politique du ministère Derby qui méprise la Constitution, et ne tient aucun compte des réclamations de cinq à six millions d'hommes qui n'ont pas de représentants: «*Vous pouvez travailler, s'est-il écrié, au milieu des applaudissements enthousiastes, payer les impôts, servir la patrie, combattre et mourir pour elle, mais on ne vous regarde pas comme dignes de voter pour nommer un représentant. Vous n'aurez aucune part dans le gouvernement.*»

M. Bright a tracé ensuite le programme de l'agitation à laquelle il a convié le peuple tout entier: «*Faisons ce qu'ont fait nos pères, il y a trente-quatre ans. Ayons des associations partout: que chaque atelier, chaque fabrique ait une association réformatrice; que chacun devienne un secrétaire ou un correspondant qui enrôle des membres et aide de toutes façons cette noble et grande cause. Que les passages que j'ai lus de ces discours où le peuple est insulté soient imprimés sur des cartes et suspendus dans tous les ateliers, dans tous les clubs, dans toutes les chambres, partout où les ouvriers se trouvent et se rassemblent. Soulevons l'esprit du peuple contre ces calomnieuses imputations jetées à la tête d'une grande et noble nation.*»

C'est bel et bien d'une révolution qu'il s'agit, comme on le voit; mais cette révolution s'accomplira, pacifique ou violente, sans que le gouvernement en soit ébranlé: il est certain au contraire de puiser une nouvelle force dans les événements, quelle qu'en soit l'issue.

Le gouvernement de la reine a compris sagement qu'il n'avait pas à intervenir: que ce n'était pas à lui à donner l'impulsion, mais qu'il devait la recevoir, au contraire. En prenant parti prématurément pour la réforme, il s'exposerait à des complications compromettantes; en se prononçant contre elle, il encourrait des risques certains. Son rôle doit être celui d'une neutralité impartiale.

C'est là tout le secret des gouvernements libres, qui puisent leur force là où d'autres redoutent de contracter un germe de faiblesse.

Ce qui est difficile et périlleux, - on ne saurait se lasser de le redire, de même que les événements ne se lassent pas de le prouver, - ce n'est pas de gouverner avec la liberté, c'est de gouverner sans la liberté.

Auguste VERMOREL.

(*) À prendre dans le sens de: *projet de loi*. (Note A.M.).